



L'évolution des valeurs dans les démocraties européennes

Pierre Bréchon

► To cite this version:

Pierre Bréchon. L'évolution des valeurs dans les démocraties européennes. L'éducation populaire à l'épreuve de la mondialisation / INJEP et PACTE, Feb 2012, Grenoble, France. halshs-00824455

HAL Id: halshs-00824455

<https://shs.hal.science/halshs-00824455>

Submitted on 27 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'évolution des valeurs dans les démocraties européennes

Intervention au Colloque de la Ligue de l'enseignement, INJEPet PACTE sur l'éducation populaire –
Grenoble - CRDP, 20 février 2012

Résumé

Chaque individu agit en fonction de valeurs intériorisées. Il est donc très important de décrypter les valeurs des Européens si l'on veut comprendre le devenir de nos sociétés. L'intervention est basée sur les résultats de la *European Values Survey*, menée dans les différents pays européens tous les neuf ans, de 1981 à 2008. Les valeurs familiales et professionnelles, les conceptions de la morale et des relations sociales, les valeurs politiques et religieuses sont successivement abordées. Dans tous les domaines, on assiste à la progression de l'individualisation. L'individu est aujourd'hui une valeur forte, ce qui n'est pas forcément dangereux pour le lien social.

Les définitions des valeurs sont multiples. Adoptant une approche sociologique, on peut les définir comme l'ensemble des orientations profondes d'un individu, ce qu'il croit, ce qui le motive, ce qui guide ses choix et son agir. Les valeurs d'un individu ne sont pas seulement les siennes, elles sont aussi celles du groupe social et de la société dans laquelle il vit.

Le discours sur les valeurs était autrefois considéré comme suspect par beaucoup de sociologues – objectivistes et déterministes – qui estimaient que seules les structures objectives de la société avaient de l'importance. Les valeurs étaient au mieux un épiphénomène résultant mécaniquement des caractéristiques objectives, au pire une illusion mystificatrice. La sociologie a redécouvert la place de l'acteur social, de l'individu autonome qui veut écrire son futur, choisir sa destinée. L'étude des valeurs est donc aujourd'hui beaucoup plus reconnue, d'autant plus que toutes les organisations et tous les acteurs veulent dire leur identité et élaborent pour ce faire leur code éthique et leur charte de valeurs.

Tout le monde a donc des valeurs, des principes d'action, un sens de ce qui est bien. Mais on peut absolutiser ses valeurs, ou au contraire les considérer avec un certain recul, y croire

intensément ou modérément. On peut aussi souvent être tiraillé entre des valeurs contradictoires. Et chacun peut bouger au cours de sa vie dans ses orientations de valeurs : on bouge généralement plutôt lentement. **On recompose son système de valeurs à la marge.** On a intériorisé des valeurs dans la jeunesse, on s'est donné une hiérarchie de valeurs. Selon les expériences que l'on fait au cours de sa vie, on recompose, on réévalue sa hiérarchie de valeurs. A chaque période, les valeurs d'un individu ont **une cohérence relative**. Autrement dit, ce qu'on croit dans un domaine a des effets dans les autres. Il y a une certaine rationalité de l'acteur. Si je suis rigide dans un domaine, j'ai des chances de l'être aussi dans d'autres. Mais il existe aussi des logiques complexes : je peux me donner de bonnes raisons d'être par exemple libéral en économie et rigide sur le plan moral, ou l'inverse. Par exemple, aujourd'hui, beaucoup de jeunes revendiquent des libertés pour tout ce qui concerne leur vie privée : selon eux, la société n'a pas à contrôler la manière dont ils vivent. Mais en même temps, ils estiment qu'il faut de l'ordre et donc de la contrainte dans l'organisation de la vie publique.

Chaque individu a donc une certaine cohérence dans son système de valeurs, une cohérence complexe et parfois des hésitations, des tensions, des ambiguïtés. Mais, au plan global d'une société, retrouve-t-on des systèmes de valeurs qui fonctionnent socialement ? Autrement dit, **la cohérence des uns est-elle à peu près la même que la cohérence des autres ?** Quelles sont les proximités de valeurs que l'on retrouve le plus souvent chez les Européens ? Quels sont les systèmes de valeurs les plus prégnants chez nos contemporains ? Comment ces systèmes de valeurs évoluent-ils dans le temps ?

Il n'est en fait pas simple de repérer quelles sont les valeurs et les tendances lourdes d'évolution de la société européenne. **Une société, c'est très complexe et composite. Il y a des groupes, des milieux très divers qui n'évoluent pas tous dans le même sens.** Les différences nationales restent très fortes en Europe. Même s'il y a des évolutions que l'on retrouve dans pratiquement tous les pays, les cultures gardent des spécificités. Chaque pays connaît aussi des différences régionales (Belgique, Allemagne de l'Ouest et de l'Est, Italie du Nord et du Sud), des écarts selon le genre, les classes d'âge et les générations : hommes et femmes, jeunes et vieux ne partagent pas en tous domaines les mêmes valeurs. Il y a des groupes sociaux très contrastés : des riches et des pauvres, des gens qui ont fait des études universitaires et des illettrés, des fonctionnaires dont l'emploi est garanti jusqu'à la retraite, des personnes en situation d'emploi précaire et des chômeurs, des travailleurs indépendants,

des cadres supérieurs, des employés et des ouvriers. Dans ces grandes distinctions, on peut encore ajouter les gens de droite et les gens de gauche, les catholiques, les protestants et les orthodoxes plus ou moins fervents, les membres d'autres religions, les indifférents et les athées. Tous ces groupes ne vivent pas la même culture et les mêmes valeurs. Entre un jeune des banlieues, sans beaucoup d'espoir de futur professionnel et un jeune de « bon milieu », étudiant dans une grande école ou une université prestigieuse et sélective, il y a beaucoup de différences dans la vie quotidienne qu'ils mènent, dans leurs cultures et leurs valeurs.

Pour découvrir les valeurs les plus prégnantes des sociétés contemporaines, nous nous appuyons sur **une grande enquête quantitative (*la European Values Study*)**, répétée quatre fois dans le temps, en 1981, 1990, 1999 et 2008, dans un nombre croissant de pays européens, sur des échantillons représentatifs de population. Aujourd'hui 46 pays, à peu près l'Europe du conseil de l'Europe, jusqu'à la Russie et l'Azerbaïdjan à l'est, jusqu'à la Turquie au sud et l'Islande au nord. Le questionnaire est très détaillé, une heure d'entretien chaque fois, avec presque les mêmes questions d'une vague à l'autre pour pouvoir comparer et lire les évolutions (**publications**). Ce questionnaire aborde tous les grands domaines de la vie et donc tous les grands domaines de valeurs. On peut même dégager le « palmarès des valeurs » pour nos contemporains. Le palmarès est à peu près le même dans toutes les sociétés européennes et a peu évolué depuis vingt ans. La famille est le domaine de la vie jugé le plus important (85 % très important dans l'UE), le travail venant en général en seconde position (55 %). Un cran en dessous, les Européens valorisent « les amis et relations » (46 %) ainsi que les « loisirs » (38 %). A un niveau beaucoup plus bas, on trouve la religion (20 %) et finalement la politique (8 %). A peine un Européen de l'Ouest sur 10 estime que la politique est un élément très important dans sa vie. Même lorsqu'on essaye d'être un citoyen responsable et qu'on a de l'intérêt pour la chose publique, le cœur de la vie reste en général constitué par les liens familiaux et la vie de travail, c'est-à-dire par les activités auxquelles l'individu consacre l'essentiel de son temps.

La famille, une valeur centrale

La famille est un domaine valorisé de façon à peu près consensuelle, mais les valeurs familiales qui font sens pour les individus ne sont pas les mêmes qu'autrefois. L'évolution a même été très forte dans les dernières décennies du XXème siècle et depuis. Les tenants de la famille traditionnelle comme cellule de base de la société, avec une structure intangible s'imposant aux individus, sont beaucoup moins nombreux. La famille aujourd'hui de plus en

plus valorisée doit apporter le bonheur à ses membres, elle repose sur les riches relations construites par le couple. La famille idéale est un construit relationnel, un tissu fait de communications intenses, qui se veulent transparentes. L'idéal du partage des tâches entre hommes et femmes est donc clairement affirmé, sinon vécu. Les partenaires se veulent fidèles l'un à l'autre mais souhaitent pouvoir se séparer lorsque l'infidélité survient et que la confiance disparaît.

Qu'est-ce qui est le plus important pour le succès du couple et du mariage ? C'est d'abord et avant tout la qualité de la communication entre les époux : il faut se respecter, être tolérant, s'apprécier, discuter les problèmes lorsqu'il y en a, tout est dans la communication. Beaucoup valorisent d'ailleurs la fidélité conjugale. 85 % des citoyens de l'UE trouvent que c'est très important pour la réussite du couple (de 72 % en République tchèque à 93 % en Grande Bretagne). Et même, la valeur fidélité a remonté chez les jeunes dans la plupart des pays européens, plus d'écart générationnel aujourd'hui. Les jeunes ne croient pas à la sexualité la plus débridée, sans affection et sans amour. Ils veulent construire un couple sur des interrelations riches, sur un dialogue fort, et cela suppose la fidélité. Les relations doivent être de confiance et de sincérité, on doit pouvoir dire à l'autre ce que l'on vit. L'infidélité, si elle survient, doit aussi pouvoir se dire. Elle risque fort de conduire au constat qu'il vaut mieux se séparer ; l'infidélité sera souvent considérée comme la marque de l'échec du couple.

Au contraire, tout ce qui est matériel, le revenu, les conditions de logement, être de même milieu social, avoir les mêmes idées politiques ou religieuses, tout cela est considéré comme très secondaire. Chacun dans le couple se considère comme autonome et original. Si on s'aime, il n'y a pas besoin d'être identique, l'essentiel c'est de faire l'effort de se rencontrer, il faut éprouver qu'on a envie de rester ensemble malgré des différences¹. Cette vision du succès du couple, fondée essentiellement sur la communication interpersonnelle, se retrouve dans tous les pays européens. A peu près le même palmarès des conditions de succès du couple y est observable.

On attend beaucoup de la famille, peut-être trop. Cette famille idéalisée contemporaine, fondée sur les choix individuels des partenaires qui expérimentent ensemble ce qui fait sens pour eux, qui doit faire le bonheur d'*ego*, c'est une réalité très fragile. Les déceptions sont

¹ On veut à la fois exister sous le regard de l'autre, être confirmé par lui et avoir sa vie autonome, sans forcément tout se dire. Cf. François de Singly, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Nathan, 2000.

parfois à la hauteur des attentes très fortes que l'on avait placées dans sa famille. L'individualisation fait à la fois la grandeur des sociétés contemporaines et leur fragilité². Lorsque la vie commune devient trop conflictuelle, peu épanouissante, on préférera souvent se séparer (en France, un mariage sur deux environ se termine par un divorce). Les séparations font qu'il existe des « familles monoparentales », mais elles débouchent souvent aussi sur de nouveaux couples et des « familles recomposées » (avec des enfants issus de plusieurs unions). Avec une nouvelle union, les personnes concernées espèrent enfin accéder au bonheur familial auquel elles estiment avoir droit. Cette recherche du bonheur familial, construit à partir de relations que l'on vit, c'est un très bel idéal, mais c'est peut-être un peu idéaliste.

La famille, ce n'est pas seulement les fortes relations vécues au sein du couple, c'est aussi la relation avec des enfants. Nos sociétés croient toujours beaucoup aux enfants. Bien sûr, il en naît beaucoup moins qu'il y a deux ou trois siècles. On contrôle la fécondité qui est tombée à des niveaux très bas dans certains pays (1.3 en Italie, 1.4 en Allemagne). On veut choisir son nombre d'enfants et non pas accepter tout ce que la nature ou Dieu pourraient nous donner. On veut peu d'enfants parce qu'on investit énormément sur l'éducation de chacun, à la différence des siècles passés. Du coup, l'enfant naît en moyenne plus tard, lorsque le couple estime être prêt et suffisamment stabilisé au plan professionnel et relationnel. La réussite de l'enfant est l'objet d'une grande attention et de multiples stratégies de la part des parents. On est entré dans l'ère de l'enfant programmé, de l'enfant dorloté et chouchouté, de l'enfant roi peut-être, en tout cas de l'enfant dont les parents veulent pouvoir être fiers.

Recherche aussi de l'épanouissement professionnel, sans oublier les loisirs

Si la famille est une valeur très forte, celle qui est la plus plébiscitée dans les enquêtes, le second domaine qui apparaît dans le palmarès des valeurs, c'est le travail. Il faut réussir et sa famille et sa vie professionnelle pour être pleinement comblé. Dans une « société de consommation » où les individus ont davantage qu'avant des moyens de vivre et de consommer, y compris des produits qui autrefois auraient été considérés comme futiles, le salaire reste un élément important de la réussite professionnelle. Mais les attentes professionnelles sont loin de se résumer à un travail gagne-pain. Les Européens ne cherchent pas seulement à avoir le plus d'argent possible par leur travail pour pouvoir consommer dans

² Cf. Alain Ehrenberg, *L'individu incertain*, Calmann-Lévy, 1995.

leur vie privée. Le bon travail doit épanouir l'individu, permettre le développement de la personne et la prise de responsabilités. Les attentes les plus fortes qui ressortent de l'enquête, à des niveaux voisins, sont en fait : un bon salaire (76 %, davantage attendu dans les pays les moins riches de l'Europe de l'est qu'à l'ouest), la sécurité de l'emploi (64 %), une bonne ambiance de travail (rencontrer des gens plaisants, 67 %), un travail intéressant (62 %), que les gens soient traités de manière égalitaire (55 %), un travail qui donne le sentiment de réussir quelque chose (54 %), rencontrer des gens compétents (53 %).

Malgré l'intensité des attentes professionnelles, le travail n'est pas le tout de la vie. Les loisirs se sont beaucoup développés. Et il y a des désirs d'épanouissement aussi dans ces domaines. Beaucoup disent que le travail ne doit pas tout envahir. Il faut préserver du temps pour la réalisation de soi, pour les loisirs, la culture. On est dans une société où il semble important de s'occuper non seulement de développer son intellect, de se cultiver, mais aussi d'entretenir son corps, de chercher à rester jeune dans son apparence, il faut être bien dans sa peau, à l'aise avec soi-même. Le culte de la réalisation personnelle se vit donc à la fois dans la famille, dans le travail, dans les loisirs. C'est une réalisation personnelle que l'on vit à plusieurs, dans une sociabilité amicale. Les gens souhaitent trouver des liens sociaux, des petits groupes amicaux, des relations cordiales. Globalement d'ailleurs, la vie associative se porte plutôt bien. 40 % des citoyens de l'UE sont membres d'au moins une association. Les écarts sont cependant très forts selon les pays, allant de 17 % en Pologne, d'environ 20 % en Bulgarie, Hongrie, au Portugal, 27 % en Grèce, à 88 % aux Pays-Bas ! On est beaucoup moins associatif à l'est et au sud de l'Europe qu'au nord (40 % en France)³. Les types d'associations qui se sont le plus développés depuis 20 ans sont les associations sportives, culturelles et de loisirs. Toutes les associations plus politiques ou syndicales sont au contraire plutôt en recul.

Morale et relation sociales, tolérance et xénophobie

On ne croit plus aux grands principes tous faits. Pour savoir où est le bien et le mal, seulement 25 % des Européens (UE) pensent qu'il faut toujours se décider selon des principes, alors que les autres pensent que le bien et le mal dépendent plus ou moins largement des circonstances. Il faut juger dans chaque cas, en fonction du concret et non pas des grands principes. Le jugement moral s'individualise. La morale est relativiste, chacun « se la concocte ». Ce n'est

³ Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, l'adhésion associative est plutôt faible sauf en Slovaquie (65 %), République tchèque (59 %) et Slovénie (52 %). Le système socialiste n'a probablement pas favorisé le développement de la société civile. Et ces pays manquaient souvent de traditions démocratiques.

pas la société qui peut me l'imposer. Si chacun peut choisir ses principes, ses valeurs, sa morale, il faut donc être tolérant à des choix très différents des miens, sinon la société serait très conflictuelle. La tolérance est bien en effet une valeur forte. Dans le palmarès des qualités à inculquer aux enfants, ce qui vient en tête des réponses européennes, c'est trois éléments : la tolérance et respect des autres, le sens des responsabilités et quand même les « bonnes manières » qui ont le grand avantage pour les parents de faire des êtres adaptés à une société, des personnes « qui ne se font pas remarquer ». Choisi au moins deux tiers des Européens. Alors que seulement un sur cinq trouve important d'apprendre l'obéissance aux enfants (**vérifier**). L'éducation est donc partout de plus en plus libérale et permissive.

La tolérance doit particulièrement se manifester à l'égard du respect de la vie privée des individus. Il ne faut pas s'occuper des affaires privées d'autrui, ne pas mettre le nez dans leurs affaires. La permissivité en matière de mœurs s'impose donc. Chacun doit pouvoir vivre comme il l'entend, en couple ou en célibataire, volage ou pas, en homo, en bi ou en hétéro ; ses pratiques sexuelles ne me regardent d'ailleurs pas. L'homosexualité est partout beaucoup plus acceptée qu'autrefois. Elle est considérée comme une forme de relation sexuelle que n'on n'a pas à condamner par principe, du fait de la liberté de comportement des individus.

Par contre, pour tout ce qui concerne l'ordre public, nos contemporains, y compris les jeunes, veulent des règles et de l'ordre⁴. Le vivre ensemble doit être régulé. L'acceptation des écarts à l'ordre public et la tolérance à l'égard des incivilités est faible. On sent monter depuis une quinzaine d'années une demande d'ordre public, beaucoup se disant attachés aux valeurs d'ordre et d'autorité et disant faire confiance à l'armée et à la police pour assurer la sécurité. Autrement dit, les Européens veulent que leur liberté privée soit reconnue et respectée, mais pour pouvoir en jouir, chacun veut aussi de l'ordre public.

Du coup, la volonté de respect et de tolérance faiblit dès que les populations ont le sentiment – réel ou fantasmé - qu'une catégorie de personnes pourrait créer des nuisances pour leur vie privée. Autrement dit, la volonté de tolérance et de respect des autres n'a pas fait disparaître la

⁴ Dans l'enquête, les répondants doivent dire comment ils considèrent toute une série de comportements ayant trait soit à la vie privée (par exemple avortement, divorce, infidélité conjugale) soit à la vie publique (par exemple tricher dans sa déclaration d'impôt, ne pas payer son ticket de transport en commun...). Pour cela, ils doivent se situer sur une échelle en 10 positions où le 1 correspond à un comportement jugé jamais justifié et le 10 toujours justifié. Il est symptomatique de voir qu'aujourd'hui, seulement 13 % des Européens disent le divorce jamais justifié, 23 % font la même réponse pour l'euthanasie, 28 % des Européens pour l'homosexualité alors que 69 % trouvent totalement injustifiable l'acceptation d'un pot de vin.

xénophobie. Si presque tous les Européens manifestent une tolérance de principe, ils sont moins nombreux à accepter *concrètement* les « autrui dérangeants ». Un nombre conséquent d'Européens ne veulent pas avoir comme voisins des gens déviants, notamment des drogués (60 % de rejet), des alcooliques (48 %), des personnes ayant un casier judiciaire (40 %), qui pourraient troubler notre vie privée. Les déviants ne sont pas rejetés pour des raisons de principe⁵, mais par crainte des nuisances qu'ils peuvent occasionner. Tolérants mais néanmoins sélectifs dans leurs relations de voisinage, les Européens veulent pouvoir se faire des amis, se choisir un cercle de relations. On est pour la relation sélective et non pas pour les relations imposées. On est d'ailleurs prêt à se déplacer assez loin de son habitation pour rencontrer ses amis ou pratiquer en petit groupe ses loisirs préférés, alors qu'autrefois on se limitait aux solidarités de voisinage, qui étaient quasi-imposées.

Si de nombreux Européens ne veulent pas être troublés dans l'intimité de leur foyer, cela ne veut pas dire qu'ils ne manifestent plus d'intérêt pour autrui. Il y a toujours du potentiel de solidarité et de générosité. On est cependant d'autant plus solidaire d'autrui qu'il s'agit de catégories proches : on est prêt à faire beaucoup de sacrifices pour les membres de sa famille et les amis proches, on est prêt aussi à un peu de solidarité pour les personnes âgées du voisinage et pour les malades, on est beaucoup plus réservé pour manifester de la solidarité aux exclus et aux marginaux, et encore plus clairement aux immigrés.

Donc l'égalité de tous les hommes, à qui l'on doit le même respect, est un dogme à peu près unanimement reconnu. Mais cette égalité de principe ne veut pas dire qu'on reconnaît à tous les mêmes droits : par exemple 58 % des citoyens européens sont favorables pour donner une préférence à l'embauche aux nationaux quand les emplois sont rares (de 23 % en Suède, 24 % au Danemark à environ 90 % en Bulgarie, Hongrie, Lituanie, à Chypre et à Malte).

Des Européens relativement peu politisés, mais plus protestataires

Si les Européens investissent beaucoup dans le domaine familial et professionnel, dans leurs loisirs et relations amicales, ils ne manifestent qu'un intérêt limité pour les questions politiques et religieuses (8 % trouvent la politique très importante dans leur vie, 20 % font le même choix pour la religion). L'abstention électorale monte dans pratiquement tous les pays européens. Seul le Danemark semble échapper à cette tendance. Dans plusieurs pays, la montée est

⁵ D'ailleurs, seulement 9 % rejettent de leur voisinage les personnes d'une autre race ou des juifs, mais 35 % ne veulent pas avoir de gitans comme voisins. C'est la peur des nuisances qui explique ce décalage dans les chiffres.

particulièrement forte chez les moins de 40 ans. En fait, le sens du vote est en train de bouger. On votait jusque là surtout par sens du devoir, même sans très bien savoir quelle tendance était la meilleure. Un bon citoyen se devait d'aller voter. De plus en plus, on vote non plus par devoir mais en fonction des enjeux politiques perçus. Il faut ressentir l'intérêt du vote pour se déplacer aux urnes. Le vote s'est en quelque sorte individualisé. Il faut être personnellement convaincu qu'il y a de vrais enjeux de société, de vraies différences entre candidats pour aller voter. On ne se déplace que si on a le sentiment que son vote a du sens.

Ne participant aux élections que s'ils ressentent l'importance des enjeux électoraux en débat, les Européens sont aussi plus protestataires qu'avant. Ils sont très pessimistes sur l'état de la société et très critiques sur son fonctionnement. Très critiques notamment à l'égard des partis et des hommes politiques⁶. On attend beaucoup, probablement trop des hommes politiques. On voudrait que ceux-ci apportent le bonheur sur terre et résolvent tous les problèmes de la société. Plus facilement critiqués, les hommes politiques sont aussi nettement plus contrôlés dans leur action qu'autrefois. On n'a jamais tant manifesté et pétitionné en Europe que ces dernières années, toutes catégories de population confondues. La manifestation n'est plus une spécificité ouvrière, toutes les professions et groupes d'intérêt la pratiquent, depuis les lycéens et étudiants qui font ainsi leur éducation politique. Autrement dit, les Européens peuvent se mobiliser ponctuellement lorsqu'ils sentent l'importance de réagir et de défendre une cause. L'individu contemporain, plus éduqué, est moins qu'avant adhérent et militant de grandes organisations politiques et syndicales⁷ mais il est plus revendicatif. Avec des différences nationales fortes, là encore : pays les plus protestataires : France et Danemark, alors que la participation protestataire est très faible en Bulgarie, Hongrie, Lituanie, Roumanie).

En matière d'idées politiques, nos contemporains apparaissent moins dichotomiques et tranchés qu'autrefois. Les différences entre gauche et droite baissent plutôt en Europe. On n'est plus pour des solutions de gauche ou de droite de manière aussi entière et idéologique qu'avant. On s'en remet moins facilement à de grands maîtres à penser dont on prendrait de manière toute faites les idées. Chacun veut penser par lui-même, se bricoler ses idées politiques, avec une assez forte conscience qu'il faut tenir compte de multiples contraintes antithétiques. En matière politique comme en matière religieuse, les Européens ont découvert

⁶ Parmi les hommes politiques, certaines catégories sont cependant mieux considérées, notamment les maires, probablement parce qu'ils sont des élus de proximité, gérant l'environnement quotidien de l'individu.

⁷ Les militants eux-mêmes fonctionnent sur un mode plus individualisé. Cf. Jacques Ion, *La fin des militants ?* éditions de l'Atelier, 1997.

l'art de la nuance et des recompositions individualisées. Les mêmes individus empruntent souvent des idées aussi bien à la droite qu'à la gauche. Ainsi, de nombreux Européens adeptes du libéralisme économique veulent aussi que les acquis sociaux soient maintenus et que les Etats interviennent dans l'économie pour assurer à tous la satisfaction des besoins les plus fondamentaux.

Valeurs démocratiques et confiance aux institutions

Les valeurs démocratiques sont certainement parmi les valeurs les plus consensuelles en Europe. Près de 85 % des Européens disent que la démocratie constitue le meilleur système politique possible. Cependant, on découvre quelques fragilités dans l'adhésion à ces valeurs puisque presque un sur quatre estime qu'un gouvernement d'« un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » serait une bonne chose. Et un sur deux se déclare en faveur d'un gouvernement des experts. Autrement dit, certains Européens sont favorables au régime démocratique sans exclure la possibilité d'un autre régime. Seule une direction du pays par l'armée ne trouve qu'un très faible soutien dans les opinions publiques (7 %). Avec quelques nuances d'un pays à l'autre, on découvre que le consensus autour des valeurs démocratiques est en fait un consensus plutôt fragile et superficiel. On peut craindre qu'en période de crise économique ou de critique forte de la classe politique et des parlementaires, l'attrait de systèmes peu démocratiques puisse se renforcer. Le risque apparaît plus fort à l'est qu'à l'ouest de l'Europe, notamment en Roumanie, en Bulgarie et en Lettonie.

On dit trop facilement que la confiance aux institutions tendrait à disparaître dans les sociétés individualisées parce que chacun souhaite être son propre maître et se méfierait de toutes les organisations susceptibles de le contraindre. En fait les jugements sont très différents selon les institutions. Un palmarès à peu près identique se retrouve dans la plupart des pays européens de l'Ouest. On continue à faire une forte confiance aux institutions de l'Etat providence (enseignement, sécurité sociale, assurance maladie...), probablement parce qu'elles sont censées protéger les individus et fournir à tous un accès égalitaire à des biens essentiels. Les institutions de défense de l'ordre (la police et l'armée) ont aussi, presque partout, une bonne image parce qu'elles sont perçues comme nécessaires pour assurer la sécurité publique. Par contre la confiance aux institutions qui incarnent la démocratie représentative (notamment le parlement) et les corps intermédiaires de la société civile (presse, syndicats, grandes entreprises) est très mitigée. Quant aux partis, ils ont dans tous les pays une image très dégradée, contrairement aux organisations environnementales, très bien notées.

Sociétés européennes de plus en plus pluralistes et individualisées. Ce n'est pas forcément un problème pour la cohésion sociale. Le principe, fortement reconnu pour tout ce qui touche à la vie privée, permet normalement de vivre au moins cote à cote dans le respect mutuel. Mais au niveau de la régulation publique du vivre ensemble, la cohésion repose à la fois sur l'existence d'un ordre public crédible et sur les possibilités de débats démocratiques et de négociations de compromis permettant de vivre ensemble avec nos valeurs différentes. Ainsi que sur une équité dans la répartition des richesses et des opportunités données à chaque groupe social. C'est bien sûr souvent là que le bât blesse.

Soulignons d'abord que l'attachement à l'Europe est loin d'être consensuel. Autant la fierté nationale est très forte partout (aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Europe, à l'exception de la Bosnie) – 80 à 90 % se disant très ou assez fiers d'être de leur pays -, autant l'identité européenne est plus discutable. Pendant longtemps les opinions publiques ont fait preuve de « consensus permissif » à l'égard de l'Europe. Autrement dit, les individus n'étaient pas fondamentalement motivés par le projet communautaire mais ils laissaient avancer les élites européennes. Avec le développement de la construction européenne, le consensus permissif a volé en éclat : l'Europe est aujourd'hui source de clivage entre europhiles et eurosceptiques.

Des valeurs religieuses très relatives

Le christianisme est en perte de vitesse, on est entré dans une société sécularisée, où les grandes institutions religieuses ne font plus recette. Partout en Europe, on voit baisser l'influence des grandes Eglises, qu'il s'agisse du catholicisme, des protestantismes ou de l'orthodoxie. Les religions ont une image mitigée dans nos sociétés. Elles sont soupçonnées d'avoir un message trop absolu, trop intolérant, elles seraient plus facteurs de conflit que de paix. Certes, selon beaucoup, tous les grands systèmes religieux véhiculent une part de vérité sur l'homme, ils sont utiles à condition de savoir « en prendre et en laisser dans leurs messages », de savoir trier et faire son marché dans ce qu'ils proposent, en ne retenant que ce qui semble bon pour chaque individu⁸.

Aujourd'hui, peu de nos contemporains croient fermement, sans avoir de doutes, à leur religion et à leur Dieu. A l'inverse, il y a très peu de personnes qui se déclarent athées et sans

⁸ Pour une analyse de l'évolution des croyances et des pratiques religieuses et de l'effet social et politique de la religiosité, voir le numéro de *Futuribles* de mars-avril 2013.

aucune croyance religieuse. En fait, la grande masse de la population adopte des croyances « molles » concernant la divinité et la religion. Souvent les gens vont être relativement indifférents, mais ils veulent bien croire en la possible existence d'un Dieu, souvent un Dieu impersonnel, une sorte de principe transcendant, un ordre du cosmos ou de la nature, la source d'énergie, ce qui est le meilleur dans l'homme... Dieu est sur le mode du possible, du mystérieux, de l'indéfini mais pas d'une présence qui impliquerait une réponse de l'homme, comme dans le christianisme. Beaucoup de contemporains ont quelques vagues croyances religieuses, ils aimeraient que le monde ait une suite, parce que ce qu'ils vivent ici-bas « n'est pas si mal »; mais de là à croire de manière précise à un credo religieux, il y a un pas important que peu franchissent.

Les valeurs religieuses se transmettent de plus en plus mal, parce que les parents ressentent moins la nécessité d'une éducation religieuse intense, parce que leur croyance s'est en fait beaucoup refroidie par rapport à la génération antérieure. Beaucoup ont, pour tout bagage religieux, ces bribes de connaissances données par l'école ou les médias. Dans cette situation de faible connaissance, chacun se bricole ses petits référents religieux, dans un grand relativisme, dans une grande incertitude. La méconnaissance des systèmes religieux, la liberté que chacun prend aussi avec les discours religieux officiels, tout cela conduit au grand bricolage religieux contemporain, un bricolage incertain et possibiliste. Le religieux fonctionne donc aussi de plus en plus sous forme individualisée.

Conclusion

Les valeurs qui font sens fortement pour les Européens, c'est donc la famille, le travail, les loisirs et les relations amicales, beaucoup plus rarement le religieux et le politique. Cela dit, dans tous les domaines de valeurs, on peut observer des changements qui vont dans le même sens. Partout on assiste à un mouvement d'individualisation, ce qui n'induit pas nécessairement le développement d'un individualisme. On n'est pas dans des sociétés plus égoïstes qu'autrefois, il y a probablement autant de solidarités vécues, mais elles ne le sont pas de la même manière⁹. Les Européens ne veulent pas faire « tout ce qu'ils veulent », en ne pensant qu'à leur intérêt strictement personnel. Ils sont en principe très ouverts à autrui, mais

⁹ N'oublions pas par exemple que les systèmes de Sécurité sociale et de corrections des inégalités, certes très imparfaits et plus ou moins développés selon les pays, n'existaient pas il y a seulement un siècle.

en pratique assez sélectifs dans leurs relations. Il existe donc des tendances au repli des individus sur le petit cercle de leurs relations familiales et amicales. Mais pas plus qu'avant.

Mais la grande nouveauté contemporaine est dans l'individualisation, c'est à dire dans la distance prise avec les institutions, qu'on ne veut plus suivre aveuglément et de façon conformiste. Les Européens veulent pouvoir choisir leur avenir et leur destin sans qu'une société, un Etat ou une religion le leur impose de l'extérieur. Comme on l'a vu, ils ne veulent pas d'une structure familiale toute faite, ils veulent expérimenter le type de relations de couple qui fait sens pour eux. Ils veulent un travail où ils aient leur mot à dire, où ils puissent exercer quelques responsabilités, organiser eux-mêmes leur travail. Ils veulent des loisirs épanouissants avec leur famille et leurs amis, chacun pouvant se réaliser dans ses passions. Ils sont de plus en plus rarement adeptes d'une idéologie politique toute faite, qui éviterait de penser par soi-même. Ils puisent des idées politiques dans différents systèmes et veulent des repères pluriels plutôt que de s'en remettre à la théorie d'un grand gourou. En matière religieuse, c'est la même chose. Ils ne veulent pas seulement le credo et les dogmes du christianisme. S'ils restent marqués par les valeurs chrétiennes, ils s'ouvrent à d'autres univers religieux et se composent quelques croyances flexibles où parfois le Dieu du christianisme et les croyances populaires (astrologie, recherche de guérisons, prédiction du futur) peuvent faire bon ménage. Nous entrons dans l'ère des bricolages individualisés, dans des sociétés où la régulation se fait moins par de grandes institutions imposées, mais par la richesse des interrelations sociales. C'est dans l'expérimentation collective que désormais notre société vit ses transformations, sur la base de quelques repères provisoires. L'ère de l'individualisation est aussi celle des institutions fragiles, qui se doivent d'être modestes si elles veulent encore faire sens pour nos contemporains.

Ouvrages centraux pour l'intervention :

- Bréchon, Pierre, Gonthier Frédéric (sous la dir. de). *Atlas des Européens. Valeurs communes et différences nationales*, Armand Colin, sortie le 10 avril 2013.
- Futuribles, *Les valeurs des Européens*. numéro spécial, juillet août 2013, à paraître.

Pierre Bréchon est professeur à Sciences po Grenoble, qu'il a dirigé de 2002 à 2005, et président d'ARVAL, Association pour la Recherche sur les Systèmes de Valeurs. Spécialiste de sociologie électorale et des enquêtes d'opinion, il coordonne la réalisation en France de la *European Values Survey* et participe à l'enquête annuelle *l'International Social Survey Programme*. (European Values Survey, International Social Survey Programme) et utilise souvent les données Eurobaromètres.